

L'Investors' Forum de l'Evca s'est tenu derrière des portes closes

Par Cyril Demaria, à Genève | 15/03/2013 | 18:25

La profession a confirmé son goût pour le secret puisque l'essentiel de l'événement de Genève était interdit au public.

Alors que la profession du non-coté était menacée d'éclatement en 2006-2007, du fait des tensions entre capital-risque/développement et LBO, c'est désormais entre investisseurs et gérants que le fossé se creuse. En effet, la ségrégation des gérant de fonds et pourvoyeurs de capitaux est claire, et les sessions « LPs only » et « GPs only » se multiplient dans les conférences.

Qu'est-ce qui peut bien être aussi secret ? Les titres des sessions de la réunion de l'Evca qui s'est tenue à Genève, la semaine dernière, n'étaient pourtant pas de nature à faire frissonner les non participants : la discussion sur le thème « partager et gérer les stratégies de levées de fonds » était estampillée « GPs only », alors que les souscripteurs étaient dirigés vers les tables rondes intitulées « les LPs s'expriment », « la création de valeur à travers la croissance et la gestion opérationnelle », « qu'est-ce qui garde les LPs éveillés la nuit ? » et « les gérants de PE : gestionnaires monétaires ou bien accumulateurs d'actifs ? ».

Le marché de la dette, défi à la morosité

Certes, les réglementations sont amèrement commentées, ainsi que les conditions macroéconomiques difficiles. Cela étant, l'éléphant caché dans la salle est clairement la question des levées de fonds futures. Le panel ouvert à la presse (« L'état de l'industrie : présent et futur ») laisse d'ailleurs filtrer le malaise et les inquiétudes quant aux sources de capital.

Jim Strang, managing director chez Hamilton Lane, évoque la pression sur les frais de gestion. Elvire Perrin, associée chez Altius Associates, note que les programmes de co-investissements évoluent vite : « *désormais, être présent au premier closing d'un fonds est un moyen de négocier un accès privilégié aux co-investissements* ». Le cas de Carlyle, qui a mis en place un système de pro rata d'accès aux co-investissements, est évoqué pour illustrer les restrictions de ces programmes.

Seul défi à la morosité : le marché de la dette qui, d'après Jonathan Guise, managing partner chez Malborough Partners, « *se porte au mieux depuis 2007* ». De quoi laisser les investisseurs en capital méditer sur leur choix de classe d'actifs.